

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 6 (1897)
Heft: 51

Artikel: Exposition de Bruxelles : correspondance
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-522727>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Erscheint
Samstags.

Abonnement:

Für die Schweiz:
Zwölf Monate . . Fr. 5.—
Sechs Monate . . Fr. 3.—
Drei Monate . . Fr. 2.—
Für das Ausland:
Zwölf Monate . . Fr. 7.50
Sechs Monate . . Fr. 4.50
Drei Monate . . Fr. 3.—
Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate:

20 Cts. per 1000 Petit-
zeilen oder deren Raum.
Bei Wiederholungen
entsprechenden Rabatt.
Vereins-Mitglieder
bezahlen die Hälfte.

Paraissant
le Samedi.

Abonnements:

Pour la Suisse:
Douze mois . . Fr. 5.—
Six mois . . Fr. 3.—
Trois mois . . Fr. 2.—
Pour l'étranger:
Douze mois . . Fr. 7.50
Six mois . . Fr. 4.50
Trois mois . . Fr. 3.—
Aux Sociétaires
gratuitement.

Annonces:

20 Cts. pour la petite
ligne ou son espace.
Réclame pour répétition
de la même annonce.
Les Sociétaires
payent moitié prix.

Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins.6. Jahrgang | 6^{te} AnnéeOrgane et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Rue des Etoiles No. 21, Bâle.



Todes-Anzeige.

Mit tiefem Bedauern erhalten wir
die Nachricht, dass unser Mitglied

Herr Gustav Wieland-Kraft

Mitbesitzer des Hotel Bernerhof in Bern
am 14. Dezember im Alter von 63 Jahren
an einem Schlaganfall gestorben ist.

Indem wir Ihnen hievon Kenntnis
geben, bitten wir, dem Heimgegangenen
ein liebevolles Andenken zu bewahren.

Namens des Vorstandes:

Der Präsident:
J. Tschumi.

Souhaits de Nouvelle-Année.

Il y a six ans déjà, un certain nombre de
nos sociétaires s'étaient décidés à se libérer de
l'usage cérémonieux des félicitations du Jour de
l'An moyennant le versement volontaire d'un
montant quelconque à l'Ecole professionnelle.
Cette année également nous croyons devoir
inviter nos chers Collègues à bien vouloir
envoyer à la Rédaction de l'«Hotel-Revue» toute
somme qu'il leur plaira d'offrir en faveur de
cette pratique institution qui a ouverte cet
automne son cinquième cours.

Les noms des donateurs seront publiés dans
l'«Hotel-Revue» et ces derniers peuvent, grâce
à leur subside, se regarder comme exonérés de
l'échange de cartes de félicitations à l'occasion
du renouvellement de l'année.

Lausanne, le 4 décembre 1897.

Société suisse des Hôteliers,
Le Président:
J. Tschumi.

Neujahrgratulationen.

Schon vor sechs Jahren ist in unserem
Mitgliederkreise ein Anfang gemacht worden,
sich durch Leistung eines freiwilligen Beitrages
an die fachliche Fortbildungsschule von den
ceremoniellen Neujahrgratulationen zu ent-
binden. Wir laden nun unsere Herren Kollegen
auch dieses Jahr ein, zu gleichem Zwecke einen
beliebig grossen oder kleinen Beitrag zu Gunsten
oben genannter Schule, welche diesen Herbst ihren
fünften Kurs begonnen hat, an die Redaktion der
«Hotel-Revue» in Basel einzusenden.

Die Spender werden in der «Hotel-Revue»
veröffentlicht und betrachten sich diese damit
von der Versendung von Neujahrgratulations-
karten entbunden.

Lausanne, den 4. Dezember 1897.

Schweizer Hotelier-Verein.
Der Präsident:
J. Tschumi.

Sommes versées jusqu'au 4 décembre:
Bis zum 4. d. eingegangene Beiträge:

Herr Berner F., Ehrenmitglied, Basel . . . Fr. 20
Flück C., Hotel Drei Könige, Basel . . . 20
Müller G., Restaurant Bad, Bahnhof, Basel . . 5
Otto P., Hotel Victoria, Basel . . . 15
J. Spatz, Grand Hotel, Mailand . . . 5
Wehrle G., Hotel Central, Basel . . . 5

Uebertrag . . Fr. 85

Uebertrag . . Fr. 85

Du 4 au 10 déc. — Vom 4. bis 10. Dez.

Herr Bon A., Hotel Rigi-First . . . Fr. 15
Elskes A., Hotel Bellevue, Neuchâtel . . 20
Hirsholzer Alb., Luzern . . . 5
Frau Hirschi Wwe., Hot. Interlaken, Interlaken . 10
Herr Morlock Henri, Hôtel de Berne, Nice . . 15
Oschwald M., Hotel Strela, Davos-Platz . . 15
Herr Zähringer A., Hotel des Balances, Luzern . 10
Von ungenannt sein Wollenden . . . 10

Du 11 au 17 déc. — Vom 11. bis 17. Dez.:

HH. Balli & Cie., Grand Hotel Locarno, Locarno . 20
Herr Balzari F., Hotel Metropole, Mailand . . 20
Döpfner A., Hotel Beau-Rivage, Interlaken . 15
Döpfner J., Hotel St. Gotthard, Luzern . . 20
Gyr-Tanner K., Hotel Pfauen, Einsiedeln . . 20
Hafen W., Grand Hotel du Lac, Neuchâtel . . 5
Hug J. P., Hotel Suisse, Nice . . . 20
Landsee W., Hotel de la Gare, Fribourg . . 10
Liebler R., Kurhaus, St. Moritz-Bad und . . 10
Grand Hotel, Cannes . . . 20
Lugon F., Hotel des Gorges du Trient, . . 5
Vernayaz . . . 5
Reiss F., Hotel Mouton, Territet . . . 20
Riedweg A., Hotel Victoria, Luzern . . . 10
Saff R. B., Grand Hotel, Baden . . . 20
Sailer Ch., Hotel de la Poste, Genève . . 10
Weber Alph., Hotel du Faucou, Fribourg . . 10
Weber J., Rest. Centralbahnhof, Basel . . . 15
Wegenstein F., Schweizerhof, Neuchâten . . 20
Weillhal W., Hotel Rigi, Vitznau . . . 5

Summa Fr. 450

† Gustav Wieland.

Von Bern kommt die Trauerkunde von dem
plötzlichen Hinschiede des Herrn G. Wieland-
Kraft, Mitbesitzer des Hotel Bernerhof in Bern.
Dienstag, den 14. ds. spazierte Herr Wieland
mit Herrn Kraft über die Bahnbrücke bei der
Linde, als ihn unerwartet der Tod ereilte. Mit
Herrn Wieland ist einer der Bewährtesten
unter den Bewährten aus dem Kreise seiner
Kollegen geschieden. Unser Verein, dessen
Verwaltungsratsmitglied er seit Jahren war,
verliert in ihm eine thatkräftige Stütze.

Wir hoffen, es werde einer der zahlreichen
Freunde des Verstorbenen die Freundlichkeit
haben, ihm einen warmen Nachruf zu widmen.

UNE QUESTION FORT DÉBATTUE

est celle qui a été soulevée et pour le moment
épuisée dans la «Wochenschrift» de l'Association
internationale des propriétaires d'hôtels. Elle
peut offrir à nos lecteurs un intérêt d'autant plus
vif que, d'après ce qui nous est revenu, elle
donne lieu en Suisse à des interprétations diffé-
rentes et souvent à des contestations désa-
gréables. Cette question est celle-ci: les cui-
siniers s'approprient les restes de glace de viande
et en font argent d'autre part.

Dans le n° 45 de la publication précitée,
un hôtelier pose le point d'interrogation sui-
vant: «Dans un hôtel d'été, un chef de cuisine
s'est approprié à son départ, en automne, les
restes de glace de viande après avoir réservé
la provision nécessaire pour les besoins hivernaux
de la famille du maître d'hôtel. Cet acte peut-
il être considéré comme un détournement ou un
vol, bien que le maître ne l'ait pas défendu,
qu'il n'en ait jamais parlé et que, selon l'habi-
tude, la glace ainsi gagnée sur les besoins de
la maison constitue un bénéfice accessoire du
chef ou du saucier?»

Un membre de l'Association écrit à ce pro-
pos: «En ce qui concerne la glace de viande,
voici ce que je puis vous répondre d'après ma
propre expérience et après avoir consulté quel-
ques-uns de mes collègues.

La glace de viande est toujours et en tout
état de cause la propriété du maître d'hôtel.
Celui qui se l'approprie sans autorisation se
rend coupable de détournement, d'après le § 246
du Code pénal. Car il s'approprie sans droit
une chose qui ne lui appartient pas et dont il a
la possession ou la surveillance. La peine est
de trois ans de prison et, si la chose lui a
été confiée, ce qui est notre cas, elle peut
s'élever jusqu'à cinq ans. Le vol (§ 242 du

Code pénal) consiste à prendre un objet mobi-
lier qui ne vous appartient pas, dans le but de
vous l'attribuer indûment. Le cuisinier devant
avoir déjà de la glace de viande en sa posses-
sion et en sa garde pour l'exercice de sa pro-
fession, car elle lui a été confiée par le maître
d'hôtel, comme toute autre chose dans la cuisine,
substances et ustensiles, il ne peut être ici
question de détournement. L'usage et l'habi-
tude ne peuvent être invoqués comme une excu-
se, car un usage ne peut faire un droit de ce
qui n'en est pas un.

Si les cas d'appropriation de glace sont ré-
sultés souvent d'une habitude, on a souvent
aussi essayé de remédier au mal par une com-
mune entente. Il arrive ordinairement dans les
hôtels d'été que la famille du maître d'hôtel
garde ce qui lui est nécessaire pour sa con-
sommation et que le reste revient au chef. Un
accord d'un autre genre, qui est bien connu,
attribue au chef la moitié et à l'hôtel l'autre
moitié. Certains hôtels, notamment ceux où la
maîtrise exerce elle-même une active sur-
veillance sur la cuisine (et il en existe encore
un grand nombre), demandent la livraison de
toute la glace produite dans le cours de l'année
ou de la saison. Et cela semble être la seule
manière de voir vraiment juste. Mais toutes
ces précautions remplissent imparfaitement le
but si l'on se trouve en présence de gens
égoïstes et sans conscience. Je connais des cas
où des chefs, pour préparer la plus grande
quantité possible de «glace», font passer à la
glacière tout ce qu'ils peuvent. Ils cuisent ainsi
à la glace une masse de viande, qui rendrait
aussi beaucoup d'autres bons services. Dans
ces cas-là et malgré ses précautions, l'hôtelier
est doublement lésé. Il convient de rappeler
une circonstance que nos collègues ont le tort
d'oublier trop souvent ou, à laquelle tout au
moins, ils attachent trop peu d'importance. Les
marchands — ce sont d'ordinaire les fournis-
seurs de l'hôtel lui-même, ceux qui vendent la
viande et d'autres — qui rachètent à un chef de
la glace que celui-ci s'est indûment appropriée,
se rend coupable de recel et peut être justement
puni, si l'affaire vient devant le tribunal. On
ne peut trop s'étonner que ces individus ra-
chètent de la glace aux employés d'hôtels sur-
tout, sans s'être renseignés dans chaque cas sur
la légalité de l'opération. Qu'il arrive un krach
— on en a des exemples — alors on nettoie
à fond les écuries d'Augsia.

Dans sa dernière assemblée générale, la
Société d'art culinaire «Gasterea», à Cologne,
s'est occupée de la question et la discussion a
été résumée comme suit:

«Si le chef de cuisine se donne de la peine,
il peut toujours avoir une provision de glace.
Il est d'usage que cette glace, si elle ne trouve
aucun emploi dans la maison, appartient au
chef ou au saucier. On a parlé à ce propos
d'un chef qui, à ce que nous avons appris, tra-
vaillant dans une maison depuis six ans, pre-
nait le reste après avoir réservé le nécessaire
pour les besoins courants. Comme il agissait,
d'après des renseignements ultérieurs, en toute
bonne foi, il ne peut être ici question de dé-
tournement ou de vol. Sa bonne foi est attestée
d'abord par l'usage, puis par le fait que son
maître n'a rien repris, pendant les cinq pre-
mières années, à la façon d'agir du chef.

D'ailleurs, un chef convenable ne trafique
pas de la glace et ne porte aucun préjudice à
son maître. S'il lui reste de la glace, il va de
soi qu'il a déjà de bonnes soupes et de bonnes
sauces, sans faire emploi particulier des os ou
de la viande. Il peut arriver que le chef ait
une provision de glace, parce qu'il doit souvent
la préparer avant son entrée dans une nouvelle
place. Il arrive fréquemment, dans ce cas, qu'il
ne se trouve ni fond ni espagnole, parce que le
prédécesseur a fait de l'économie dans les der-
niers jours, on a voulu laisser le champ libre
à son successeur. Il peut aussi se faire que le
chef sortant emploie tout par pur esprit de
chicanerie.

Il serait intéressant et désirable d'entendre
en cette affaire la voix de quelques hôteliers
suisse. Dans ce but nous mettons bien volon-
tiers nos colonnes à leur disposition.

La Responsabilité civile de l'hôtelier

Nous lisons sur ce chapitre dans le dernier
numéro du «Journal des Etrangers de Lausanne-
Ouchy» une correspondance de Genève ainsi
conçue:

«J'ai lu dans un de vos précédents numéros
l'intéressante communication d'un «voyageur»
relative à la responsabilité civile des hôteliers,
et je me permets de vous soumettre des ré-
flexions dont vous ferez l'usage qui vous con-
viendra.

Avant la construction du chemin de fer de
Zermatt, j'avais remarqué, plus que partout
ailleurs, à quel point les Anglo-Saxons et sur-
tout les Américains s'encombrent de bagages
(un groupe de deux ou trois personnes frétait
autant de mulets chargés de malles énormes
pour le trajet de Viège à St-Nicolas).

Il faudrait bien se garder de décourager les
voyageurs par la perspective d'indemnités in-
suffisantes en cas de perte ou de vol de leurs
effets.

Que Messieurs les hôteliers ne craignent pas
d'assumer la responsabilité intégrale vis-à-vis
de leurs clients, quitte à constituer entre eux
société d'assurance mutuelle contre les risques
résultant de cette garantie. Les réclamations au
sujet d'une indemnité jugée trop élevée seraient
tranchées par jugement ou arbitrage, sans pré-
judice d'un recours contre le personnel en cas
de vol ou de négligence de sa part.

Cette assurance entre tous les hôteliers de
la Suisse serait peut-être un terrain de concilia-
tion entre leurs intérêts et ceux du public
voyageur.

Je laisse aux intéressés, plus compétents
que moi en cette matière, le soin d'étudier la
question, et je serais même surpris qu'elle n'eût
pas encore été abordée.

Le «Journal des Etrangers de Montreux» re-
produit notre article sur la question de la respon-
sabilité en y ajoutant les remarques suivantes:

«Nous croyons que notre confrère de Bâle
a raison. Compris ainsi, la pétition de la So-
ciété des hôteliers mérite d'être prise en sérieuse
considération. Ce qui serait dangereux, en re-
vanche, serait de vouloir fixer une limite à la
responsabilité aussi en ce qui concerne les effets
personnels, vêtements, linge, malles, etc., des
voyageurs, — opinion que l'«Hotel-Revue» paraî-
trait encliner à soutenir dans un précédent article
(voir notre numéro du 27 novembre). Il serait
maladroit par exemple d'exiger d'une jolie femme
le dépôt au bureau de l'hôtel de ses toilettes,
fourrures, robes de bal, dont une seule peut-
être vaut bien près de 1000 fr., sinon davan-
tage. De pareilles exigences pourraient, certaine-
ment, avoir pour conséquence l'éloignement de
la clientèle élégante que nos hôtels désirent par
dessus tout attirer et retenir.

La distinction entre les effets précieux tels
que les bijoux, parures, etc., et les vêtements
de luxe ne sera pas toujours facile à faire. Mais
il faut, à notre avis, se garder d'aller trop loin
et de restreindre d'une manière excessive la
responsabilité de l'hôtelier. Car, comme le dit
le Code Napoléon, le dépôt chez l'hôtelier doit
être envisagé comme un dépôt nécessaire. Le ca-
ractère spécial de ce dépôt impose aux dépositaires
des devoirs particulièrement étendus.

EXPOSITION DE BRUXELLES

(Correspondance).

L'Exposition de Bruxelles est terminée depuis
un mois; les étrangers n'en sont pas moins
restés dans notre capitale quelques temps encores.

Le bilan des hôteliers, pendant ces six mois
de fête et de bombance, a été magnifique. Ce
résultat est dû à l'Union syndicale des Hôteliers,
Cafetiers et Restaurateurs belges qui, stimulée

par son infatigable président, M. Pierre Corde-
maus, a pris la plus grande part aux fêtes et
souscriptions de l'Exposition.

Et non seulement les hôteliers Bruxellois
en ont profité superbement mais encore l'Ex-
position elle-même. Et si partout ailleurs les
expositions font des déficits, ne serait-ce pas
un peu la faute des hôteliers, qui devraient
être à la tête de ces mouvements, dans leur
propre intérêt.

Que je vous dise en passant, que M.
Dubonnet, propriétaire du Grand Hôtel, à
Bruxelles, qui avait monté à l'Exposition le
Restaurant du "Chien vert" a fait plus de
un million de recettes pendant 6 mois, et pour
une dépense en installations et divers de
350,000 francs.

D'ailleurs, il n'y a pas eu de restaurant
sérieux qui n'ait fait moins de 700,000 francs
de recettes, dépassant de loin leurs frais.

Que les hôteliers et restaurateurs prennent
exemple sur ces faits, et mijotent l'idée sui-
vante, transmise par M. Paul Sandelin, archi-
tecte de l'Union syndicale:

Pourquoi ne ferait-on pas à la prochaine
Exposition universelle, une Exposition inter-
nationale des produits alimentaires, en un local
absolument séparé, et suffisamment vaste pour
servir toute une clientèle d'Exposition.

Dans ce Palais de l'alimentation, on trou-
verait toutes les différentes cuisines: française,
anglaise, allemande, américaine, etc., toutes
ayant leurs restaurants respectifs.

Nul restaurateur, confiseur ou débiteur de
vins fins, n'aurait le droit de s'installer ailleurs
que dans le local commun.

Ce serait donc centraliser en un seul point
toute une foule.

Ce serait aussi assurer à tous de faire des
affaires.

Je sais que M. Sandelin a fait des études
de plans dans ce sens. Je vous reparlerai de
ce projet ultérieurement.

„Glace de viande.“

(Korrespondenz.)

„Eine vielumstrittene Frage“ betitelt sich die
redactionell eröffnete Besprechung über Aneig-
nung und anderweitige Verwendung, respective
Veräußerung ausser Haus der erbrügten „Glace
de viande“ zu Gunsten der Küche, welche Dis-
kussion in Nr. 49 der „Hotel-Revue“, sowie in
Nr. 45 der „Wochenschrift des Internationalen
Vereins der Gasthofbesitzer“ aufgeworfen wurde.

Die Ansichten sind, wie aus den beiden in
vorgenannten Fachschriften erschienenen Beant-
wortungen zu entnehmen ist, geteilt. Ein
Vereinsmitglied präzisiert mit aller Schärfe die
Entnahme der „Glace“ als Diebstahl, mit Citer-
ung des betr. Reichsstrafgesetzbuchparagrafen;
der Kochkassenverein „Gasterea“ in Köln hält
die Verwendung der erbrügten „Glace“ für
Kassa des Küchenchefs vollkommen berechtigt.

Nachdem gewünscht wird, einige Stimmen
aus schweizer Fachkreisen zu hören, so will
ich auch meine Ansicht ganz gerne darüber
äussern und zwar dahin lautend, dass bei einem
wirtschaftlich arbeitenden Koch, der gut und
seinen Leistungen entsprechend bezahlt ist, es
überhaupt nicht vorkommen wird, dass er über-
mässige Vorräte an „Glace de viande“ auf-
speichert, sondern wenn dies der Fall ist, ist er
schon kein rationell arbeitender Mann, der
eine mangelhafte Eintheilung hat. Gut be-
zahlte Leute haben auch nicht nötig, durch
Verschwendung der Küchenprodukte sich Ein-
nahmsquellen zu verschaffen, sondern selbst
sollen im Interesse des Hauses arbeiten.

Leider ist es aber in Hotelierskreisen oft
der Fall, dass der Wirt oder Leiter des Etablis-
sements der Küche nicht die nötige Aufmerk-
samkeit zuwendet, teils aus mangelhaften culi-
narischen Kenntnissen, teils wegen anderwei-
tiger angestrengter Thätigkeit, wodurch dem Koch
ein willkürliches und unbeaufsichtigtes Arbeiten
möglich ist.

Ein fleissig dem Küchengeschäft nachgehen-
der Prinzipal wird in seinem eigenen Interesse
für fachrichtige Ausarbeitung des Küchenmate-
rials Sorge tragen.

Ist aber „Glace de viande“ vorhanden, so
gehört es dem Küchenbestande an und nicht
dem Angestellten, der für seine Leistungen be-
zahlt werden soll und welchem keine, wie
immer genannte Naturalienentnahme oder ausser-
häusliche Verwendung von Produkten oder
Waren gestattet sein darf.

Es ist auch gar nicht logisch, dass der
Küchenchef ein Geldeswertprodukt für sich
oder seinen Sack herstellen kann, der Wert
des Materials, welches zur Ueberproduktion von
„Glace“ verwendet werden muss, ist in gar
keinem Verhältnis zum faktisch erzielten Bar-
ertrag für diese Ware, und es wird bei einem
gewissenlosen auf seinen Sack schauenden An-
gestellten dadurch dem Prinzipal grosser Nach-
teil erwachsen.

Es ist unbedingt als ein Uebelstand zu be-
zeichnen, wenn dem Usus gedeutet wird, dass
„Glace de viande“ der Chef für sich behalten
kann, dass dies öfters noch vorkommt, ist be-
dauerlich, abgeholfen aber kann diesem Uebel-
stand nur dadurch werden, dass man den
Koch so bezahlt, dass er nicht gezwungen ist,
vom Material des Hauses sich eine Einnahme-
quelle zu schaffen.

Ich empfehle allen meinen werten Kollegen
auf das wärmste, bei Abschluss eines Kontrak-
tes die Entnahme der „Glace de viande“, „Fett“
etc. zu untersagen, um diesem — wie ange-
gebene Fragestellung beweist — platzgegriffenen
Uebelstand vorzubeugen und diese geschäftliche
Unsitte auszurotten. D. B.

Musik-Aufführungsrecht.

Der in Gesangs-, Musik- und auch Hoteliers-
kreisen bekannte Vertreter der *Société des Au-
teurs, Compositeurs et Editeurs de Musique*, Herr
Knosp-Fischer in Bern, ist mit seinen despoti-
schen Massregeln wieder einmal gehörig ab-
geblitzt. Einem vom Basler Strafgericht am
14. Dezember gefällten Urteil entnehmen wir
Folgendes:

Drei Konzerte in Bühler's Biergarten bil-
deten den Gegenstand einer dreistündigen Ver-
handlung vor dem Basler Strafgericht. Herr
Franz Bühler, Wirt zur alten bayrischen Bier-
halle, war der Uebertretung des Bundesgesetzes
betreffend das Urheberrecht an Werken der
Literatur und Kunst vom 23. April 1893 an-
geschuldigt. Am 4. und 5. Juli 1896 fanden
dort die Kapelle des II. württembergischen
Infanterieregiments Nr. 120 in Bühler's Bier-
garten drei Konzerte statt, in welchen laut
Programm folgende Stücke gespielt wurden:
1. Eine Partie aus der Oper „L'Arlésienne“ von
Bizet; 2. Eine Partie aus der Oper „Carmen“
von Bizet; 3. Der Frascati-Walzer von Litolli;
4. Der Sarazenen-Marsch aus der Oper „Der
Tribut von Zamora“ von Gounod; 5. Estudian-
tina, Walzer von Waldeufel und 6. Carline,
russische Mazurka von L. Gaune. Die An-
klage ging von der Annahme aus, der Ange-
klagte habe die Konzerte veranstaltet. Für die
Rechtsnachfolger der Komponisten G. Bizet,
H. Litolli, Ch. Gounod, E. Waldeufel und L.
Gaune und die betreffenden Verleger in Paris
als Eigentümer der Werke, alle vertreten durch
den Vorstand der Genossenschaft der Société
des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Mu-
sique in Paris, resp. durch den Generalagenten
Knosp in Bern, stellte Fürsprech Jahn in Bern
Strafantrag, da die genannten musikalischen
Werke gesetzlich geschützt seien und der Ange-
klagte die Berechtigung zur Aufführung nicht
erlangt habe.

Herr Bühler wendete ein, er stelle die bei
ihm konzertierenden Musikanten nicht an, bezahle
sie auch nicht und ziehe auch keinen Nutzen
aus den Konzerten. Er habe ebensovielen Leute
in seinem Garten, wenn keine Musik spiele.
Gerade die Stammgäste wünschen keine Kon-
zerte. Wenn solche dennoch stattfinden, so
geschehe es auf Drängen der Kapellmeister hin,
dann aber auch ganz auf deren Verantwort-
lichkeit. Die Kapellen bringen gewöhnlich die
gedruckten Konzertprogramme mit. Vom Wirt
kann man nicht verlangen, dass er die einzel-
nen Musikstücke kenne und sich darauf ver-
stehe. Uebrigens mache er, der Angeklagte,
die Kapellmeister stets darauf aufmerksam, sich
eventuell mit Herrn Knosp in Bern zu verständi-
gen.

Die Staatsanwaltschaft führte aus, es gehe
aus der Verhandlung und den Zeugnisaussagen
hervor, dass man es nicht mit einer strafbaren
Handlung zu thun habe. Es seien Unterhand-
lungen civilrechtlicher Natur gepflogen worden.
Von einem Vorsatz, das Gesetz zu umgehen,
oder von grober Fahrlässigkeit könne nicht die
Rede sein. Der Angeklagte sei deshalb frei-
zusprechen. Den Klägern sei es freizustellen,
eventuell eine Forderung auf dem Civilweg
geltend zu machen.

Der Vertreter der Privatkäufer beantragte,
es sei der Angeklagte zu bestrafen und ferner
zu einer Entschädigung und zur Tragung sämt-
licher Kosten zu verurteilen. Es liege von
Seite des Beklagten Mittäterschaft oder zum
mindesten Gehilfschaft vor.

Der Verteidiger plaidierte auf Freisprech-
ung, indem er zuerst darauf hinwies, es handle
sich für seinen Klienten um eine Prinzipien-
frage. Herr Knosp in Bern übe einen eigent-
lichen Kontrahierungszwang aus, den sich Herr
Bühler nicht habe gefallen lassen wollen. Es
sei in keiner Weise nachgewiesen worden, dass
er die Konzerte veranstaltet und dass er aus
denselben Gewinn gezogen habe. Die Gesell-
schaften stellen die Programme auf und erheben
die Eintrittsgelder. Es sei kein Dolus und
auch keine grobe Fahrlässigkeit vorhanden.
Ferner sei festgestellt, dass Herr Bühler die
deutschen Kapellmeister jenen aufzufordern
mit Herrn Knosp abzumachen.

Das Gericht sprach den Angeklagten von
der Anklage der Verletzung des Bundesgesetzes
betreffend Urheberrechte frei, da er nicht als
Veranstalter der drei fraglichen Konzerte zu
betrachten sei.

Unlauterer Wettbewerb.

Auf Hotelbesitzer hat es eine Schwindelfirma
in Brüssel abgesehen, vor der im „Reichsanzeiger“
wie folgt gewarnt wird:

„Unter der Firma *Franzen & Rasse, agents
en douane, commissionnaires-expéditeurs, 48 rue
Loquevignien, Bruxelles*, hat ein angebliches
Speditionsgeschäft in der letzten Zeit vielfach
an Hotelbesitzer gegen Nachnahme Pakete
versandt, die angeblich echte alte chinesische
Vasen enthalten sollten. In der Regel bestanden
die Sendungen aber aus Vasen und Blumen-
topfen von gewöhnlichem Thon, die keineswegs
in China angefertigt waren, und deren Wert
weit hinter dem Betrage der entbundenen Nach-
nahme zurückblieb. Dabei wurde zuweilen den
Adressaten noch die demnächstige Ankunft eines
Geschäftsreisenden angezeigt mit der Bitte, für
ihnen die Portokosten zu verauslagen und die
Sendungen aufzubewahren. Der angekündigte
Reisende erschien natürlich niemals. Da es sich
dennoch um einen dreisten Schwindel handelt,
so kann vor der Annahme derartiger Sendungen
der genannten Firma, deren alleiniger Inhaber,
der belgische Staatsangehörige Rasse, bereits
gerichtlich verfolgt wird, nur eindringlich gewarnt
werden.“

Europäische Fahrplankonferenz in Frankfurt a. M.

Der „N.-Z.-Z.“ wird hierüber geschrieben:

Die europäische Fahrplankonferenz für den
Sommerdienst 1898 wurde am 8. Dezember in
den zu Konferenzsälen umgewandelten Warte-
und Restaurationslokalen des monumentalen
Frankfurter Bahnhofes durch den Präsidenten
der preussischen Eisenbahndirektion, Herrn
Becher mit einer kurzen Rede eröffnet.

Zur Konferenz eingeladen sind 170 europäische
Eisenbahn- und Dampfbootverwaltungen. Aus
der Schweiz sind vertreten: das Eisenbahn-
departement, die Centralbahn, die Jura-Simplon-
bahn, die Gotthardbahn, die Nordostbahn und
die Vereinigten Schweizerbahnen.

Als allgemeines Traktandum bei der Plenar-
konferenz kommt diesmal lediglich die Bestimmung
des Ortes und der Zeit der nächsten Konferenz
für Aufstellung der Winterfahrpläne 1898/99 zur
Behandlung. Es wurde beschlossen, diese
Konferenz am 15. und 16. Juni 1898 in An-
тверpen abzuhalten.

Um so zahlreicher sind die Gegenstände,
welche der Gruppenbehandlung von Bahn zu
Bahn unterstellt sind. Es sind nämlich 195
Traktanden angemeldet.

Wenn auch die Mehrzahl dieser Geschäfte
die Erstellung neuer, oder die Verbesserung
bestehender internationaler Zugverbindungen
anstrebt, so sind doch auch von vielen Verwal-
tungen, namentlich deutschen, Anträge gestellt
worden, welche dahin zielen, die vielen und
lastigen Zugverspätungen, die in Deutschland
noch viel zahlreicher und grösser sind als in
der Schweiz, zu beseitigen.

Angesichts der grossen Zunahme des Verkehrs
in den letzten Jahren und in Anbetracht der
Kürzung der Fahrzeiten und der Vermehrung
der Zwischenhalte, welche den internationalen
Zügen bis in die jüngste Zeit auferlegt worden
sind, besteht indessen wenig Hoffnung dafür,
dass dem Uebel der Zugverspätungen durch die
Bahnverwaltungen gründlich abgeholfen werden
könne. Es wäre von den Staatsbehörden, welche
die Fahrpläne zu genehmigen haben, sehr ver-
dienstlich, wenn sie den immer zahlreicher
auftretenden Begehren kleiner Ortschaften nach
Vermehrung der Zwischenhalte der internationalen
Schnellzüge einmal energisch entgegengetreten
würden.

Von den Geschäften, welche die Herstellung
neuer oder die Verbesserung bestehender inter-
nationaler Zugverbindungen betreffen, sind für
die Schweiz die folgenden von besonderer Be-
deutung:

1. Die von der württembergischen Staats-
bahn und von der schweizerischen Nordostbahn
wiederholt angestrebte Fortsetzung der Schnell-
züge Mailand-Zürich-Stuttgart und vice versa
über Stuttgart hinaus bis Berlin.

2. Die von der Gotthardbahn-angeregte
Verbesserung der Schnellzugverbindungen Mail-
land-Zürich-Stuttgart und Mailand-Luzern-Basel
in der Weise, dass der zur Zeit um 7.45 vor-
mittags in Mailand abgehende, und 5.50 nach-
mittags in Luzern eintreffende Schnellzug Mailand
1 Stunde und 20 Minuten später, als erst 9.05
vormittags nach Ankunft des neuen via Sarzana-
Parma geleiteten Römertuges verlassen soll,
ohne wesentlich später in Zürich und Luzern ein-
zutreffen.

3. Die von der Nordostbahn beantragte Ein-
führung neuer Schnellzüge zwischen Zürich und
Basel im Anschlusse an die ausländischen Schnell-
züge von und nach Basel.

4. Zwischen Zürich und London soll eine
ganz wesentliche Abkürzung der Reisedauer um
4 Stunden und 20 Minuten in der Weise erzielt
werden, dass der zur Zeit um 8.05 nachmittags
von London über Calais-Laon-Basel fahrende
Zug statt wie bisher um 8.46 nachmittags nun
künftig schon 4.20 nachmittags in Zürich ein-
treffen wird. Infolge dessen wird die Reisezeit
bei diesem Zuge von London nur noch um die
Kleinigkeit von 5 Minuten grösser sein als bei
dem schnellsten Zuge Berlin-Frankfurt-Basel-
Zürich.

In der Richtung von Zürich nach London
wird man in Zukunft mit der Abfahrt um 7.20
vormittags ab Zürich über die gleiche Route
schon um 11.40 nachm. in London eintreffen.

Vorläufig werden indessen diese Beschnei-
dungen zwischen London und Zürich nur für die
eigentliche Reisesaison vom 5. Juni bis Ende
September zur Ausführung kommen. In der
übrigen Zeit des Jahres wird aber durch den
neuen Schnellzug der Nordostbahn von Basel
(ab 5.35) nach Zürich doch bewirkt, dass die
Ankunft in Zürich schon um 7.30 nachmittags
stattfindet, statt jetzt 8.46 nachmittags.

Während, soviel bis zur Stunde wenigstens
angenommen werden darf, die unter Ziffern 3
und 4 erwähnten Verbesserungen im Zugverkehr
schon auf 1. Juni 1898 verwirklicht werden
können, dauern die Unterhandlungen über die
Ziffern 1 und 2 noch fort.“

Ausstellungsschwindel.

Von Bordeaux aus wird zur Zeit für
eine „Ausstellung für Ernährung und Hygiene“
Reklame gemacht. Nun hat sich die „schweizer-
ische Wirt-Zeitung“ bei einem seit Jahren in
Bordeaux ansässigen Kaufmann über das Unter-
nehmen erkundigt und darauf folgende Auskunft
erhalten:

„Die Unternehmer der Ausstellung sind
hier in Bordeaux nicht bekannt. Es steht
fest, dass der weitaus grösste Teil der
Einwohnerschaft nichts von der betreffenden
Ausstellung weiss, und ich selbst habe erst

durch ausländische Zeitungen davon erfahren.
Ich wohne hundert Meter von dem für die
Ausstellung gemieteten Lokal und sehe, dass
sie fast von niemand besucht wird.“

Der Ausstellungsschwindel ist seit einer Reihe
von Jahren schon sehr dreist betrieben worden.
Kürzlich hat ein gewisser Bloch, ein gewerb-
mässiger Veranstalter von sogenannten „wildem“
Ausstellungen, das „Berliner Tagblatt“ verklagt,
weil es seine Veranstaltungen als Schwindelausstel-
lungen genannt hatte, die einzig und allein in
scentriert würden, um für einen schwungvollen
ausbeuterischen Medaillenhandel den Boden zu
liefern. Das Gericht kam zu einem freisprechenden
Urteil, weil es fand, dass Bloch's Ausstellungen
den genannten Titel wirklich verdienten.



Nationalrat. Das Postulat Steiger betr.
Gewerbebeziehung, wird von Comtesse und De-
cortins unterstützt, wird von Schappi beanstandet.
Bundesrat Lachenal acceptiert das Postulat in
dem Sinn, dass in der nächsten Session ein
Bericht vorgelegt werde über die Art und
Weise, wie eine Zählung des Gewerbes und
eine Enquête über die wirtschaftlichen Zustände
der Berufsarten vorzunehmen wären. In dieser
Fassung wird das Postulat mit 61 gegen 9
Stimmen angenommen.

Somit steht in Aussicht, auch in Bezug auf
die Hotel-Industrie endlich einmal zuverlässige
und vollständige Unterlagen zu statistischen
Zusammenstellungen zu erhalten, was gewiss
sehr zu begrüssen ist.

**Ein neues Arrangement der Tafel-
blumen.** Die Amerikanerinnen haben die
hübische Sitte, die Tafel bei Dinern mit Blumen
zu bestreuen, noch mehr vervollkommen. Es
sieht reizend aus, wie sie die Blütenblätter in
phantastischen Dessins auf dem blendend
weissen Damastuch austreuen. Mit grosser
Vorliebe wird dazu eine purpurfarbene Dahlie
verwandt, die in Amerika unter dem Namen
„Königin der Bräuteten“ bekannt ist. Die
sammlartigen Blätter dieser Blume werden
sorgfältig vom Stiel geputzt und mit den gelben
Blättern von Marschall-Nel- und anderen Theo-
rosenarten vermischt, in der Mitte der Tafel
und an den vier Ecken in geradezu künst-
licher Weise zu Arabesken geordnet. Auch
nimmt man weisse, rosa, gelbe und dunkelrote
Rosenblätter zusammen und legt mit dem duf-
tenden, selbstverständlich stets taufrischen Ma-
terial, in geschmackvoller Farbenabwechslung
eine Art Läufer über die ganze Tafel. Ein
solcher Läufer sieht allerdings viel origineller
und auch hübscher aus, als jedes gestickte
Kunstwerk in diesem Genre. Besonders effek-
voll wirkt dies Arrangement, wenn die bunten
Blütenblätter von jeder Seite mit graziösen
Ranken des kalifornischen Epheulaubes begrenzt
werden.

Aufführungsrecht. Der Nationalrat hatte
am 16. März folgenden Beschluss gefasst: „Der
Bundesrat wird eingeladen zu prüfen, ob nicht
bei Anlass einer künftigen Konferenz der Ver-
tragsstaaten die Abgeordneten der schweizeri-
schen Eidgenossenschaft dahin zu instruieren
seien, der offenbar zunehmenden Tendenz auf
einen übermässigen und bis in das Kleinliche
gehenden Schutz des litterarischen und künst-
lerischen Eigentums entgegenzutreten, und ob
ferner nicht in der eigenen Landesgesetzgebung
und ihrer Anwendung dieser Tendenz, nament-
lich mit Beziehung auf die Architektur und die
Musik, geeignete Schranken gesetzt werden
können.“ Der Ständerat stimmte dem ersten
Teil dieser Einladung im Oktober d. J. zu, fasste
aber den zweiten Teil anders. Ihm zufolge
soll ferner untersucht werden, 1. ob nicht in
der eigenen Landesgesetzgebung und ihrer An-
wendung dieser Tendenz, namentlich mit Be-
ziehung auf die Architektur und die Musik,
geeignete Schranken gesetzt werden können;
und 2. ob es nicht angezeigt wäre, im Hinblick
auf die Musik, speziell auf die ohne Gewinn-
absicht, d. h. ohne Eintrittsgebühren oder zu
wohlthätigen Zwecken veranstaltete Aufführung
oder Darstellung von musikalischen oder dra-
matisch-musikalischen Werken in der Schweiz,
Art. 11, § 10 des Bundesgesetzes vom 23. April
1893 betreffend das litterarische und künst-
lerische Eigentum einer Revision zu unter-
werfen, um den zu Tage tretenden Uebel-
ständen abzuhelfen. Dieser Abänderung hat
nun der Nationalrat zugestimmt.



Affoltern. † Erst 43 Jahre alt starb der Besitzer
des „Wengibades“ bei Affoltern am Albis, Hr. Aug.
Spinner-Melli.

In Christiania wurde von einer Aktiengesell-
schaft ein Hotel erbaut und Grand Hotel Christiania
genannt.

Telephon. Deutschland und die Schweiz haben
sich für die Erstellung einer Telephonlinie Basel-
Frankfurt a. M. geeinigt.

Uttwil. Das Bad Uttwil, welches an die
Herren Wollmeyer und Daum übergegangen ist,
wurde am 12. Dezember eröffnet.

Zürich. In den Gasthöfen der Stadt Zürich sind
im Monat November 14,568 Personen abgestiegen,
wovon auf den Kreis I 11,801 entfielen.

Chemin de fer Territet-Gilon. Im November
wurden 3908 Fr. eingenommen (1896: 2978 Fr.) und
vom Januar bis November 190,983 Fr. (1896: 96,609
Franken).